L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Commerce Général, de la Propriété et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. SAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 28 OCTOBRE 1837.

NOUVELLES DU TEXAS.

Le brick Samuel Houston, Hinckley, arrivé hier sur de Velasco, rapporte que dans le dernier ouragan, la goélette De Kalb a été jetée à la côte, mais qu'on peut l'en retirer. Les gazettes Colonel Fanning et Texas sont fortement échouées. Un passager parti de la Nouvelle-Orléans sur le Velasco, dit qu'elle est arrivée en dehors de Matagorda et a débarqué une vingtaine de passagers; qu'après l'ouragan on avait vu ses débris sur le rivage et plusieurs personnes noyées, ce qui donnait à penser qu'elle avait sombré.

G. Hosta Southerner, Gaylord, d'Aransas, (Texas), sur lest, avec 5 passagers. Elle rapporte qu'elle a éprouvé du mauvais temps, et qu'elle a été repoussée au large devant Tampico, sans cependant avoir éprouvé de grandes avaries. Dans la lat. 29, long. 94, le 1er. octobre, elle a parlé à la goélette Martha, Watts, allant de Matagorda à la Nlle. Orléans.

NOUVELLES DE TAMPICO.

La goélette Levin-Jones, capitaine Williams, arrivée hier soir en 14 jours de Tampico, a à son bord $107,000 en espèces, et 15 tonneaux de cuivre, à F. W. Schmidt, Cazelle, Lapeyre & Co, Fey & Co, Roberts & Co, J. F. Fernandez, Vance, Lizardi & Co, Chaisrun & Co., Toole & Barriere, Crosby, McCalmont & Co., et A. Miranda. Elle annonce que tout était tranquille à Tampico. Les journaux de Mexico que nous avons reçus par cette voie, ne disent rien sur la situation du pays.

Le brick Taffahasser, s'est entièrement perdu à 4 milles de la barre de Tampico.

La goélette Cora, capitaine Delvaille, partie d'ici pour Tampico, est de retour à la Levée, ayant éprouvé un ouragan le 1er. de ce mois, qui a duré jusqu'au 6. Elle a perdu ses hâhiers, ses voiles, ses ancres, &c. Elle avait à bord dix-huit passagers.

MEXICO, 12 septembre.

Le commandant en chef de l'escadre mexicaine, D. José de Aldana, parti de Campêche, où il était en rade, le 31 août dernier et arrivé en vue de Galveston le 27, à bord du brick *Herkules* et accompagné du brick *Libertador*; il fit rentrer dans ce port, vers les 11 heures, un brick goélette qu'il avait apperçu au point du jour. Dans un rapport officiel qu'il adresse de Vera-Cruz, le 7 septembre, S. E. M. le Ministre de la Marine, nous voyons que le même jour, sont arrivé avoir attaqué une goélette sortie de Galveston et qui portait à son bord le pavillon de commodore, M. de Aldana, ne pouvant parvenir à l'aborder, ce bâtiment étant fin voilier, le prive d'abord par ses manœuvres de pouvoir rentrer dans la baye et ensuite à coups de canon le força au bout de vingt minutes de combat, à échouer près des côtes de l'Ile où le lendemain matin il l'aperçut couché sur stribord.

Mr. de Aldana ajoute que le 30 août la chaloupe du *Libertador* ayant sombré à l'entrée du *Brazo Santiago*, D. *Eustime* Urquia, officier comptable du dit bâtiment se noya, ainsi que le commandant militaire de ce point. Le commandant D. *Fernando* Davis fallit aussi périr et D. *Buenaventura* Araujo était allé à son secours, avec une excellente chaloupe et des gens choisis ne dut son salut qu'au dévouement de ceux qui l'accompagnait et au chaloupe ayant également sombré, il reçut à la tête un coup de rame qui l'étourdit et fut ainsi porté dans les bras de ses matelots jusqu'à ce qu'il reprit connaissance. (*Universel.*)

MEXICO, 9 Septembre.

M. José Juan Murphy, a été nommé consul d'Espagne à Mexico.

M. Pierre Eugène Elys, a été nommé vice-consul de France à St Juan Baptiste de Tabasco.

M. Joseph Calvo, a été nommé vice consul de France à Tampico, en remplacement de M. Ferdinand Cuvillier.

DE LA LEGISLATURE ET DES BANQUES

L'instant approche où la Législature va s'assembler, elle va veuir sous peu ouverts sur les grands intérêts qui s'y vont traiter. Celui du crédit public est sans contredit le plus puissant; plus d'un législateur se prépare à s'occuper sérieusement des moyens de remédier aux inconvéniens qu'a soufferts le public, et plus particulièrement le commerce, d'une situation financière qui, si elle ne s'améliorait, deviendrait de plus en plus nuisible à toutes nos industries, et dont les plaideurs verraient ressortir des difficultés sans cesse renaissantes pour la défaite de leurs produits. Les commissionnaires privés des moyens de faire des avances, ne pourraient qu'imparfaitement venir au secours des habitans; et le pays s'engorgerait de produits jusqu'à ce que les nécessités de l'extérieur amenassent les acheteurs sur notre marché, ce qui ne pourrait avoir lieu qu'à la longue, et avec des lenteurs qui équivaudraient aux plus graves inconvéniens. C'est donc le moyen, de rétablir la circulation qu'il faut avoir en vue; mais en même temps on doit tendre à rétablir la confiance dans le papier des banques d'où la solidité sera reconnue comme indubitable, d'après un sage investigation exigée par la Législature.

Il ne s'agit plus pour nous des grandes questions politiques qui ont été agitées dans le Congrès; mais seulement d'intérêts locaux qu'il faudrait se garder de ranimer à des opinions on à des idées arriérées.

La Louisiane, et sa prospérité, sont pour le moment le point de mire de ses enfans; et c'est vers les moyens les plus propres à raniner, ou à soutenir l'industrie, que doivent viser tous les plans que l'on ne manquera pas d'émettre à la prochaine session.

Nous n'ignorons pas que des vues saines, que des dispositions utiles, y seront être propositées; mais, n'ayant pas l'idée de ce que méditent les gens les plus propres à éclairer la question; ce n'est que sous le point général que nous pouvons entrer, dans la carrière de nuire, par une rencontre involontaire dans les moyens à proposer, à l'ensemble de l'on des projets à émettre.

Le principal objet que l'on se propose devant être nécessairement de rétablir la confiance, la Législature ne manquera pas de poser des limites au monopole des escomptes, et à l'émission exagérée du papier. La situation des banques, une fois connue, il sera constant pour le public que certain nombre d'entre elles sont dans l'état le plus favorable pour se rendre utiles au commerce, et que leur portefeuille les met tellement au dessus de leurs affaires, que l'émission de leur papier, et que leurs escomptes repris, sont capables de ramener sous peu la prospérité qui semble encore nous fuir. Quelques banques sans doute auront peine à soutenir leur crédit ébranlé; et, à moins que les gens dont les énormes dettes les ont compromises ne s'exécutent à leur égard, ou ne leur ont apporté des accomptés, il paraît difficile que la Législature puisse tolérer à leur égard une suspension indéfinie; et il est probable qu'elle aura prendre telles dispositions qui garantissent le public des effets déplorables d'une faillite réelle. On peut conclure aisément de ceci, qu'il y a deux classes formelles à établir dans nos banques; celles dont l'état actuel des affaires permet de considérer leur papier comme monnaie courante; et celles que l'embarras, où les a jetées leur imprudente et partiale libéralité, expose à ne mériter plus que leur papier soit admis à la circulation. Dans ces deux cas, les mesures diffèrent sans doute, et la législature, ouvrant aux unes une large voie pour la reprise de leurs paiemens, restreindra pour les autres la faculté d'accroître leur dette et d'émettre de nouveau papier. Nous avions toujours pensé que les banques en suspension, rentraient nécessairement sous l'empire de la loi qui régit les faillites du commerce; et c'est, nous le pensons du moins, au silence que les autres gardent à cet égard, que l'on devrait remédier par une disposition précise. En accordant un délai convenable et libéral aux banques dont la situation serait satisfaisante, en prenant des mesures justes et sévères contre celles qui auront laissé des craintes sur leur solvabilité, le législateur pourra seulement apporter le but qu'il se sera proposé. Nous sentons trop bien à quelles considérations il sera soumis, et aux ménagemens il devra garder; cependant, l'intérêt général devra l'emporter sur les intérêts particuliers quelques nombreux qu'ils puissent être; et la législature composée en grande partie de cultivateurs, sera à garantir du soupçon de partialité; dans une révolte, nous l'avouerons, il est si difficile, mais qui n'était pas impossible, de concilier des intérêts qui se rapprochent si bien; ceux du commerce, ceux de l'industrie productive.

En nous résumant, nous dirons que la confiance à rétablir que la sécurité à assurer, sont les deux points auxquels doivent rouler les opérations de la législature, jusqu'à ce qu'elle soit parvenue à rencontrer la mesure convenable. Notre crédit, une fois rétabli à l'intérieur, le sera bientôt au dehors; et nos productions, reprenant leur cours sur les marchés de l'Europe et du Nord, le change et la circulation ne tarderont pas à nous devenir favorables

Que nos législateurs prennent donc la peine de s'entourer avec eux d'entre eux qui sont le plus versés dans les hautes spéculations financières et commerciales; et que, surtout, la discussion prenne ce caractère de franchise et sans lequel il est impossible d'arriver à un but utile. La vanité doit s'effacer devant l'importance de la question, et ce n'est pas le talent de l'orateur qu'il nous faut invoquer, c'est celui du véritable économiste, du financier consommé!

Du charivari comme expression de l'opinion.

Le charivari n'est au moyen de désapprobation pour ce qui concernait c'est dans certains cas, l'expression de l'opinion politique d'un pays et d'un parti; et il paraît une sorte de loi de parfaitement réservoir chez la base pumpic, aux mariages de vieillards avec de jeunes gens. Cette espèce de ressemblance manifestement libre à la risée publique de nations et de hommes placés hors du domaine de la loi; mais s'il n'a jamais dû empêcher sur les droits du citoyen et il serait ridicule de prétendre faire, de ce moyen une loi tout arbitraire qui livrât les actes de la vie privée à une insultante publicité. L'union conjugale, cela plus bouffonne des affaires sérieuses" aux yeux de certaines gens, est pour le moraliste le lien de stabilité, et la base de la société. Les époux sont, seuls juges de la convenance de leur union; et toute intervention quelconque est une infraction contre la liberté la plus chère à l'homme. Les lois pays, en certaines alliances sont prescrites par la loi; et c'est généralement sur certains degrés d'âge que porte cette restriction. La morale entr'pour beaucoup dans ces prohibitions; et quelques religions s'en sont parfois emparées par esprit de haine et de domination: mais la saine philosophie a ramené à des limites plus sages les défenses de ce genre, et les alliances entre personnes parens ne sont même plus soumises à des dispenses. La politique, dans d'autres lieux, a cru devoir empêcher des mariages entre gens de couleurs différentes; et ce respect pour l'ordre établi nous semble une conséquence fort naturelle des lois existantes. Cependant, quelque portée que nous soyons à maintenir cette distinction établie, nous regarderions comme abusive l'extension d'un principe qui tend à restreindre la liberté de l'un des penchans les plus impérieux de la nature humaine. C'est un cas où la loi doit être appliquée dans son sens le plus restreint, et où l'arbitraire nous semblerait le plus pernicieux pour les mœurs. Si donc, toutes les présomptions se trouvaient favorables à une alliance, et que de simples doutes, des rapports erronnés ou exagérés vinssent à la traverse d'une union d'ailleurs assortie aux vœux des intéressés; nous considérerions, dans ce cas, toute intervention comme un acte arbitraire et illégal. Cependant, chez nous les mariages sont soumis à des exigences desquelles on ne saurait s'écarter sans failli à la loi des formalités rigoureusses qui sont ignorées futurs époux à demander la licence du juge et celui ci ne l'accorde que sur preuve, ou sur témoignage de la légalité de l'union. C'est au juge donc qu'il appartient d'en décider; et dès qu'il a accordé licence, c'est chose jugée. Si quelque parent ou intéressé croyait qu'il y eût erreur de sa part, ce ne saurait plus être que devant des tribunaux compétens que pourraient être discutées les preuves de l'état civil des conjoints.

Cependant, au mépris de la morale publique, au mépris de la liberté individuelle; nous avons vu dernièrement un hymen indécemment troublé, et le domicile conjugal menacé d'invasion, par des personnes que leur situation plaçait fort au dessus d'un ramassis qui n'appartient nullement à cette partie du peuple. Le préjugé et le préjugé exigéré ont pu seuls porter des gens tant soit peu réfléchis à troubler la paix d'une union sur laquelle le juge avait prononcé; et qui n'était douteuse que pour des esprits plus ou moins exaltés. L'homme en juge de son honneur et sa considération; et à lui seul appartient le soin de les garantir de toute atteinte: Il est donc non seulement injuste, mais cruel, d'attaquer les bases sur lesquelles s'est fondé un individu quelconque pour assurer ce qu'il a cru son bonheur. La morale est trop souvent outragée par des rapprochemens d'individus de castes différentes; et notre pays n'offre que trop d'exemples d'unions contraires à tout principe et à toute pudeur: or, contrarier l'homme dans ses penchans légitimes, lui faire un crime d'une alliance consacrée par la loi; c'est assurément le dernier degré de la tyrannie de l'opinion. Nous croyons que tout homme pensant devrait chercher à donner le moins d'extension possible à des dispositions assez sévères par elles mêmes; et que la généralité des citoyens pourrait bien n'être pas d'avis de ces violences populaires; de ces tumultueuses manifestations d'une injuste prévention. Nous invoquons la raison de cette même qu'un entraînement, qu'une exaltation momentanés ont conduite jusqu'à tenter l'enfoncement des portes d'un domicile conjugal; et nous sommes persuadés que beaucoup d'entre eux ont regretté des violences immorales autant que contraires à une saine liberté; lorsqu'ils apprendront surtout qu'ils ont été induits en erreur sur des documens auxquels un juge distingué par ses lumières avait pu donner foi.

Communiqué.

—Les réglemens de police, qui sont communs à toutes les villes de l'Union, obligent les propriétaires de voitures, soit publiques soit particulières, à y avoir la suit venue, *leur lanterne allumée*, afin d'éviter les accidens: pourquoi cette sage mesure est-elle inobservée à la Nouvelle Orléans, où plus que partout ailleurs elle est d'une patente nécessité? La peu de largeur de nos rues réclame hautement que l'autorité prescrive l'observation de cette mesure de sûreté générale. Un Citoyen.

Une personne de cette ville, (Marseille) provoquée en duel pour une légère offense, a demandé à son adversaire de lui fournir la preuve écrite, que s'il venait à le tuer, il ne serait point passible de forts dommages-intérêts envers sa famille; que faute de lui produire cette preuve, il se verrait dans la cruelle nécessité de refuser le combat. L'adversaire répondit par un acte de naissance qui le déclarait fils de parens inconnus.—Cela est très bien, répliqua-t-il, je vois que je n'aurai rien à craindre de votre famille; maintenant j'attends que je vous prouve à mettre, vous pourriez par vos propres, dédommager ma famille de la perte immense qu'elle ferait en ma personne, car elle n'existe que par moi.—Je possède, monsieur, franches et hypothèques et de toute donation, deux maisons de ville, une campagne, et une célibataire.—Admirable! il ne vous reste maintenant qu'à obtenir de M. le procureur-général près de la Cour Royale d'Aix une autorisation formelle qu'une mette à l'abri d'une poursuite criminelle dans le cas où je serais vainqueur ou vaincu. Toutes ces choses remplies, il devient impossible le combat singulier. Ce qui ne l'a pas été, c'est, la reconciliation de ces deux hommes, qui sont aujourd'hui amis jusqu'à l'excès et fort contents des entraves que le Code sait apporter à la ridicule coutume du duel.

FRANCE.

La classe moyenne en Europe.

C'est une opinion très peu contestée que l'extrême misère et l'extrême fortune sont deux causes de corruption, également actives, et que la partie intermédiaire d'une nation, par conséquent, est la plus morale. De là cette autre opinion qu'un gouvernement réellement lisible doit concentrer autant que possible dans les classes moyennes la réalité de droits politiques. Or, en Angleterre depuis sa réforme parlementaire, en France depuis la révolution de 1830, en Espagne et en Portugal depuis la promulgation qu'on y a faite des nouvelles constitutions, la classe moyenne, plus ou moins restreinte, a été en possession du droit d'élire ses représentans. Comment se fait-il donc que les élections qui s'achèvent actuellement en Angleterre soient si évidemment faussées par la corruption, et n'offrent-elles pas ce qu'un spectacle révoltant ou ridicule? Comment se fait-il que le manque de lumières ou de patriotisme ait si tristement frappé de l'incapacité du bien les cortès d'Espagne et celles de Portugal? Comment se fait-il qu'en France l'avènement du juste milieu ait été marqué par des actes si honteux et des tois si déplorables? Comment se fait-il, en un mot, que d'un principe de vérité et de bon ordre on voie sortir le mensonge et l'anarchie.

Les premières raisons suivantes, c'est que nulle part la classe moyenne n'est [illegible], c'est que nulle part elle n'a du pouvoir que les circonstances.

L'Angleterre est un pays où les usages et les préjugés remplacent plutôt pour les lois, les mœurs y font la meilleure partie de la constitution. John Bull, en politique, est un animal routinier: aussi longtemps que l'aristocratie anglaise a constitué à elle seule le pays légal, elle a vendu et acheté ses suffrages électoraux, elle a fait ce que bonnes trafic la sanction des siècles. Une chose avec laquelle on n'est familiarisé, une chose qu'on a vu de tout temps, devient, on le sait, une sorte de nécessité à laquelle on se résigne. Le mouvement imprimé aux élections anglaises par le privilége a donc continué après la destruction immédiate, il est vrai, de ce privilége; quand la loi a changé, les mœurs sont restées les mêmes; le pays légal nouvellement créé a reneilli les traditions de l'ancien: il a pensé, parlé et agi comme avait fait celui-ci. Un abus qui déjà avait pour lui son ancienneté a de plus aujourd'hui sa généralité: l'extension donnée au pays légal a fait qu'on voit partout ce qu'on voyait depuis longtemps, et qui rendait moins un bienfait que tombé sur un grand nombre et qui s'affaiblit en se partageant. Ainsi en politique tout se lie et s'enchaîne, ainsi on a droit d'imputer au passé, c'est à dire au privilége, la corruption du présent.

Que si les électeurs créés par la loi nouvelle n'eussent pas voulu imiter les anciens, il se fussent trouvés vis à vis d'eux dans un état visible d'infériorité; ainsi le désir de vaincre s'est joint à la force de l'exemple pour les entraîner; de tout temps de grandes armes qui on employait contre eux. Enfin dans le pays comme l'Angleterre, où les fortunes colossales sont en si grand nombre, on n'a peut être pas encore étendu le droit de suffrage, on n'a pas réduit la corruption à l'impuissance en multipliant les électeurs ou plutôt en les groupant d'une autre manière.

On voit donc que par ses traditions, par ses exemples, par la supériorité de ses fortunes, et surtout par ses positions, la classe moyenne, le privilége en Angleterre sont encore le pays légal à son influence. Les élections en Espagne n'ont été faussées ni par l'intrigue ni par la corruption; elles paraissent avoir été conduites et faites; les députés qui en ont été le produit ont voté des lois et un système qui ont donné le gain de cause à la classe moyenne et qui paraissaient répondre au besoin de l'époque comme au vœu du pays en général; mais quand il s'est agi de mettre à exécution les mesures et les lois votées, les classes inférieures, influencées par les moines, qui dépendent du haut clergé, ont opposé à l'action du pays légal une force d'inertie que jusqu'ici on n'a pu vaincre: la classe supérieure, qui en Espagne est le clergé, à l'aide de son vieil esprit, a paralysé les efforts des classes moyennes; aussi, à paralysé les efforts des classes moyennes; aussi, à paralysé les efforts des classes moyennes; aussi, à